



KPMG S.A.
Anjou
12 rue Papiou de La Verrie
CS 10924
49009 Angers cedex 01
France

Téléphone : +33 (0)2 41 87 09 45
Télécopie : +33 (0)2 41 86 72 99
Site internet : www.kpmg.fr

Association Icam Ouest

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021
Association Icam Ouest
35 Rue du Champ de Manoeuvre 44470 CARQUEFOU
Ce rapport contient 17 pages
Référence : DG-222-52

KPMG S.A.,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Limited, une société de droit anglais
(« private company limited by guarantee »).

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à directoire et
conseil de surveillance.
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles et du Centre

Siège social :
KPMG S.A.
Tour Egho
2 avenue Gambetta
92066 Paris la Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €.
Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417



KPMG S.A.
Anjou
12 rue Papiou de La Verrie
CS 10924
49009 Angers cedex 01
France

Téléphone : +33 (0)2 41 87 09 45
Télécopie : +33 (0)2 41 86 72 99
Site internet : www.kpmg.fr

Association Icam Ouest

Siège social : 35 Rue du Champ de Manoeuvre 44470 CARQUEFOU

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'Assemblée Générale de l'Association Icam Ouest,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Icam Ouest relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les créances clients et les produits d'exploitation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Angers, le 8 juin 2022
KPMG S.A.



Signature
numérique de
Dominique
Grignon

Dominique Grignon
Associé

BILAN - Icam Ouest

ACTIF

	ACTIF	EXERCICE 2021			EXERCICE 2020
		BRUT	AMORT. ET DEPREC.	NET	NET
A C T I F I M M O B I L I S E	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :				
	- Frais d'établissement				
	- Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	789 337	774 019	15 318	36 266
	- Autres				
	- Avances et acomptes				
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	789 337	774 019	15 318	36 266
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES :				
	- Terrains (y compris agencements et aménagements de terrains)	10 851		10 851	10 851
	- Constructions sur sol propre	12 516 911	5 369 184	7 147 727	7 417 477
	- Constructions sur sol d'autrui			0	0
	- Installations techniques, matériel et outillage	8 004 691	6 970 688	1 034 003	1 024 309
	- Autres	5 576 329	4 531 199	1 045 130	1 120 433
	- Immobilisations corporelles en cours	10 205		10 205	253 731
	- Avances et acomptes	5 386		5 386	0
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	26 124 373	16 871 071	9 253 302	9 826 802
	IMMOBILISATIONS GREVEES DE DROIT (PRÊT A USAGE)				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES :				
A C T I F C I R C U L A N T	- Participations			0	0
	- Créances rattachées à des participations			0	0
	- Autres titres immobilisés	3 020		3 020	3 020
	- Prêts	349 317		349 317	320 842
	- Autres	22 685		22 685	23 834
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	375 022	0	375 022	347 697
	TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	27 288 732	17 645 090	9 643 642	10 210 764
	STOCKS ET EN-COURS				
	AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES	6 636		6 636	442
	CREANCES :				
	- Clients divers	5 433 187	144 679	5 288 508	2 417 026
	- Personnel et organismes sociaux	8 915		8 915	20 715
	- Etat et autres collectivités publiques	1 001 388		1 001 388	1 128 770
	- Autres	44 256		44 256	87 803
	TOTAL CREANCES	6 487 747	144 679	6 343 068	3 654 314
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	0		0	0
	DISPONIBILITES	1 824 178		1 824 178	2 067 140
	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	265 464		265 464	332 013
	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	8 584 025	144 679	8 439 346	6 053 909
	TOTAL DE L'ACTIF (I + II)	35 872 757	17 789 769	18 082 988	16 264 673

BILAN - Icam Ouest

PASSIF

	PASSIF	EXERCICE 2021	EXERCICE 2020
F O N D S P R O P R E S	FONDS PROPRES		
	FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE		
	- Fonds propres statutaires		
	- Fonds propres complémentaires	1 954 445	1 954 445
	FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE		
	- Fonds propres statutaires		
	- Fonds propres complémentaires	3 707 131	3 707 131
	ECARTS DE REEVALUATION		
	RESERVES		
	- Réserves statutaires ou contractuelles		
F D O N D S D I S S E	- Réserves pour projet de l'entité		
	- Autres		
	REPORT A NOUVEAU	-9 945	146 079
	EXCEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE	-263 132	-156 024
	TOTAL SITUATION NETTE	5 388 500	5 651 632
	FONDS PROPRES CONSOMPTIBLES		
	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		
	- Subventions d'investissement	4 470 332	4 386 591
	- Amortissement des subventions d'investissement	-1 250 231	-1 000 256
	PROVISIONS REGLEMENTEES		
R O V I S I O N	TOTAL FONDS PROPRES (I)	8 608 601	9 037 967
	FONDS REPORTES ET DEDIES		
	- Fonds reportés liés aux legs et donations		
	- Fonds dédiés	81 303	57 200
	TOTAL FONDS REPORTES ET DEDIES (II)	81 303	57 200
	PROVISIONS		
	- Provisions pour risques	12 300	12 300
	- Provisions pour pensions et obligations similaires		
	- Provisions pour gros entretien		
	- Autres provisions pour charges	538 672	498 615
D E T T E S ①	TOTAL PROVISIONS (III)	550 972	510 915
	DETTES		
	- Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ②	3 178 158	3 365 555
	- Avances et acomptes reçus des usagers	67 640	113 405
	- Dettes fournisseurs	546 733	429 241
	- Dettes fiscales et sociales	1 564 664	1 592 483
	- Dettes sur immobilisations	37 609	242 588
	- Autres dettes	95 510	686 777
	- Produits constatés d'avance	3 351 798	228 543
	TOTAL DETTES (IV)	8 842 112	6 658 591
	TOTAL DU PASSIF (I + II + III + IV)	18 082 988	16 264 673

① Dont à plus d'un an : 2.927.626 euros / dont à moins d'un an : 3.730.966 euros

② Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques :

0

72 655

COMPTE DE RESULTAT - Icam Ouest

	EXERCICE 2021	EXERCICE 2020
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Participation des familles	4 523 787	3 971 685
Participations de l'Etat et des collectivités publiques	5 612 964	5 157 317
Ventes de produits et marchandises, travaux, études	2 162 943	1 899 121
Produits des activités annexes	337 438	331 339
Concours publics et Subventions d'exploitation	2 063 179	2 106 090
Contributions financières	106 423	90 926
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	797 230	964 240
Utilisation des fonds dédiés	13 107	1 300
Autres produits de gestion courante	27 998	26 122
TOTAL 1	15 645 069	14 548 140
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	90 230	91 960
Variation de stocks	0	0
Achats de matières premières et autres approvisionnements	817 510	635 892
Variation de stocks	0	0
Autres charges externes	2 593 858	2 245 411
Impôts, taxes et versements assimilés	130 068	146 503
Salaires et traitements	6 538 610	6 119 283
Charges sociales	2 715 486	2 610 648
Dotations aux amortissements des immobilisations	1 259 145	1 294 892
Dotations aux dépréciations des immobilisations	0	0
Dotations aux dépréciations de l'actif circulant	26 820	37 416
Dotations aux provisions	63 787	65 362
Autres charges de gestion courante	2 178 038	1 942 839
TOTAL 2	16 413 552	15 190 206
RESULTAT D'EXPLOITATION (1-2)	-768 482	-642 066
Remboursement des frais sur opérations faites en commun	0	0
TOTAL 3	0	0
Quote-part des frais sur opérations faites en commun	0	0
TOTAL 4	0	0
PRODUITS FINANCIERS		
De valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	0	0
Autres intérêts et produits assimilés	1 623	3 006
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	0	0
Différences positives de change	0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
TOTAL 5	1 623	3 006
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0	0
Intérêts et charges assimilées	29 569	31 551
Différences négatives de change	0	148
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
TOTAL 6	29 569	31 699
RESULTAT FINANCIER (5-6)	-27 947	-28 693
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (1-2+3-4+5-6)	-796 429	-670 760
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	171 541	181 549
Sur opérations en capital	233 975	218 183
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	0	17 700
TOTAL 7	405 516	417 432
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	168 053	142 121
Sur opérations en capital	0	0
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0	10 000
TOTAL 8	168 053	152 121
RESULTAT EXCEPTIONNEL (7-8)	237 463	265 311
Impôt sur les sociétés des personnes morales non lucratives	-295 834	-249 425
TOTAL 9	-295 834	-249 425
TOTAL DES PRODUITS (1+3+5+7)	16 052 208	14 968 577
TOTAL DES CHARGES (2+4+6+8+9)	16 315 340	15 124 601
EXCEDENT OU DEFICIT	-263 132	-156 024

<p style="text-align: center;">ICAM OUEST</p> <p style="text-align: center;">ANNEXE AU BILAN 2021</p>

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Néant

DESCRIPTION DE L'ACTIVITE DE L'ASSOCIATION

L'Icam Ouest est une association loi 1901.

L'objet social de l'association est de :

- Mettre en œuvre les formations nécessaires correspondantes aux diplômes d'ingénieur délivrés par le Groupe Icam ;
- Créer ou développer des formations continues, des formations initiales par alternance et apprentissage et des formations de promotion sociale dans les domaines qui lui sont propres, conformément aux besoins des branches professionnelles ou aux besoins des entreprises partenaires ;
- Créer ou développer des formations au-delà du diplôme d'ingénieur :
 - o par le développement des recherches fondamentales et appliquées,
 - o par le transfert technologique et plus généralement par la réalisation de toute collaboration avec les entreprises,
 - o par la mise en place de toutes actions nécessaires à la diffusion et à la promotion des savoir-faire de ses départements spécialisés au service de l'industrie et de la recherche ;
- Acquérir, louer, construire tout bâtiment pour la mise en œuvre du présent objet ;
- Garantir son appartenance au Groupe Icam, selon les termes de la charte d'appartenance et les développements stratégiques du Groupe ;
- Garantir la protection et le droit à l'usage de la marque Icam et du logo ;
- Participer à toute structure ou association dont la finalité est compatible avec les missions décrites ci-dessus, concourant au développement des recherches ou de l'enseignement technologique ainsi qu'à la formation des cadres de l'industrie aux techniques de management.

1 PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

1.1 Rappel des principes

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
 - Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
 - Indépendance des exercices,
- et conformément aux règles d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

1.2 Principes comptables retenus

1.2.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Les amortissements des acquisitions correspondent à la dépréciation des biens calculés selon le mode linéaire.

1.2.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition composé du prix d'achat et de tous les coûts directement attribuables. Les amortissements des acquisitions correspondent à la dépréciation des biens calculés selon le mode linéaire.

1.2.3 Durées d'amortissement (acquisitions subventionnées et autofinancées)

Logiciels informatiques	1 à 3 ans
Structure, voirie et réseaux divers du bâtiment	50 ans
Electricité, plomberie, menuiserie, chauffage, étanchéité et façade du bâtiment	25 ans
Aménagements intérieurs du bâtiment	15 ans
Installations et agencements divers	8 à 10 ans
Matériels et outillages lourds	7 ans
Matériels et outillages légers	5 ans
Fonds documentaire	5 ans
Matériels de transport	5 ans
Matériels de bureau et informatique	3 à 5 ans
Mobilier	10 ans

1.2.4 Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont évaluées à leur coût d'achat.

1.2.5 Créances

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est comptabilisée si un risque de non recouvrement est identifié.

1.2.6 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont comptabilisées au passif du bilan et sont reprises au compte de résultat au même rythme que les amortissements des biens financés.

1.2.7 Provision retraite

Les engagements de l'entreprise en matière d'indemnités de départ à la retraite sont provisionnés dans les comptes et sont calculés en tenant compte des dispositions de la Convention Collective, des probabilités de vie et de présence dans l'entreprise, et d'une actualisation financière.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Salariés concernés : CDI statuts cadre et non cadre
- Taux d'actualisation : 2,20 %
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Age de départ à la retraite : 65 ans.

1.2.8 Fonds dédiés

Les sommes inscrites au passif en « Fonds dédiés » sont rapportées en produit au compte de résultat au cours des exercices suivants, au fur et à mesure de la réalisation du projet défini, par le crédit du compte « Utilisations de fonds dédiés ».

2 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LE BILAN

2.1 Actif immobilisé (en K€)

Les variations de l'actif immobilisé s'analysent comme suit en K€ :

	01/01/2021	Acquisitions	Cessions Rebut	31/12/2021
Immos incorporelles	787	3		789
Immos corporelles	25 225	999	114	26 109
Immos en cours et acomptes	254	16	254	16
Immos financières	348	28	1	375
TOTAL	26 612	1 045	369	27 289

2.2 État des amortissements

Les variations de l'état des amortissements se décomposent de la façon suivante (en K€)

	AMORTISSEMENTS			
	01/01/2021	Dotations	Sorties	31/12/2021
Immos incorp.	750	24		774
Immos corpor.	15 651	1 235	16	16 871
TOTAL	16 402	1 259	16	17 645

2.3 État des échéances des créances et des dettes

La répartition des créances du bilan selon leur échéance est la suivante :

	Montant brut	Échéance	
		à moins d'un an	à plus d'un an
<i>Créances de l'actif immobilisé</i>			
Immobilisations financières	375	-	375
<i>Créances de l'actif circulant</i>			
Clients et comptes rattachés	5 433	5 433	-
Personnel	9	9	-
Etat	1 001	1 001	-
Débiteurs divers	44	44	-
Autres comptes	7	7	-
TOTAL CREANCES	6 869	6 494	375

Les créances Etat se composent notamment du CIR 2021 (296 K€), de subventions de fonctionnement à recevoir concernant les écoles de production (200 K€) et de subventions à recevoir concernant des projets collaboratifs recherche (442 K€).

La répartition des dettes du bilan selon leur échéance est la suivante :

	Montant brut	Échéance		
		à moins d'un an	de un à cinq ans	à plus de cinq ans
<i>Dettes financières</i>				
Emprunts	3 178	295	1 651	1 232
Trésorerie court terme	-	-		
<i>Autres dettes</i>				
Dettes fournisseurs	547	547		
Dettes fournisseurs d'immos	38	38		
Dettes fiscales et sociales	1 565	1 565		
Créditeurs divers	96	96		
Autres comptes	68	68		
TOTAL DETTES	5 490	2 607	1 651	1 232

2.4 Comptes de régularisation

A l'actif, les charges constatées d'avance s'élèvent à **265 K€** et sont liées à l'exploitation.

Au passif, les produits constatés d'avance s'élèvent à **3.352 K€**. Ils correspondent :

- pour 3.117 k€ : aux 8/12èmes des scolarités et frais de vie de l'année scolaire 2021/2022, facturés en totalité aux familles en septembre 2021 (contrairement à l'exercice précédent, où ils avaient été facturés pour 4/12è en septembre 2020 et 8/12è en janvier 2021).
- pour 234 K€ : à des subventions et dons perçus d'avance sur différents projets.

2.5 Variation des fonds propres

La variation des fonds propres est la suivante :

	01/01/2021	+	-	31/12/2021
Fonds propres sans droit de	1 954			1 954
Fonds propres avec droit de				
reprise	3 707			3 707
Report à nouveau créditeur	4 165			4 165
Report à nouveau débiteur	-4 018	-156		-4 175
Résultat de l'exercice	-156	-263	156	-263
<i>Total Situation nette</i>	5 652	-419	156	5 389
Subventions d'investissement	4 387	84		4 470
Amts subv. d'investissement	-1 000	-250		-1 250
TOTAL	9 038	-585	156	8 609

Affectation de la perte de l'exercice 2020 de -156 K€ en report à nouveau.

Des subventions d'investissement ont été enregistrées en 2021 pour 84 K€ : 17 K€ de solde pour le financement du projet immobilier de Nantes et 67 K€ pour le financement de matériels pour le CFA Icam Vendée.

L'amortissement 2021 des subventions d'investissement s'établit à 250 K€. Il figure en produits exceptionnels.

2.7 Provisions

Les variations de l'état des provisions se décomposent de la façon suivante (en K€) :

	01/01/2021	Dotations	Reprises	31/12/2021
<i>Dépréciation d'actifs circulant</i>				
Créances	157	27	39	145
<i>Prov. pour risques et charges</i>				
Litiges	12	-	-	12
Provisions indemnités retraite	499	64	24	539

2.8 Variation des fonds dédiés

La variation des fonds dédiés est la suivante :

	01/01/2021	+	-	31/12/2021
Subventions d'exploitation				0
Contributions financières d'autres org.	57	37	-13	81
Ressources liées à la générosité du public				0
TOTAL	57	37	-13	81

Les fonds dédiés concernent des contributions financières perçues pour l'achat d'investissements pour l'école de production de Bretagne et pour l'abri vélo de Nantes.

L'amortissement 2021 de ces fonds dédiés s'établit à 13 K€. Il figure en produits d'exploitation.

2.9 Charges à payer et produits à recevoir

Les charges à payer et produits à recevoir rattachés aux postes de dettes et de créances sont détaillés comme suit :

Charges à payer	31/12/2021
Fournisseurs	74
Personnel et comptes rattachés	906
Etat et comptes rattachés	39
Divers et comptes rattachés	43
Trésorerie et comptes rattachés	-
TOTAL	1 062

Produits à recevoir	31/12/2021
Clients	1 073
Personnel et comptes rattachés	-
Etat et comptes rattachés	991
Divers et comptes rattachés	-
Trésorerie et comptes rattachés	-
TOTAL	2 064

2.10 Engagements hors bilan

Engagements donnés	31/12/2021
Avals, cautions, garanties	
<i>Caution solidaire accordée par le Conseil général de Vendée pour un montant de 200 K€ à l'origine (prêt matériel et équipement)</i>	41
<i>Garantie de Sogama-Crédit Associatif pour un montant de 275 K€ (sur le prêt n°1 projet immobilier)</i>	275
<i>Garantie de Sogama-Crédit Associatif pour un montant de 275 K€ (sur le prêt n°2 projet immobilier)</i>	275
Autres engagements	-
TOTAL	591

3 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES RELATIVES A L'ACTIVITE

Produits d'exploitation

Produits d'exploitation	31/12/2021	31/12/2020
Scolarités	4 524	3 972
Financement de l'apprentissage	4 188	3 873
Formation continue d'ingénieurs	502	584
Formation Professionnelle	924	700
Produits des laboratoires (hors subventions)	2 163	1 899
Activités annexes	337	331
Subventions Etat (MESRI)	365	365
Subventions Etat (Min.Travail)	220	0
Subventions recherche	636	674
Subventions publiques	229	454
Contributions financières	106	91
Taxe d'apprentissage	613	613
Autres produits d'exploitation	91	97
Utilisation fonds dédiés	13	1
Transferts de charges	734	893
TOTAL	15 645	14 548

Ressources Formation Professionnelle (y compris formation continue d'ingénieurs)

Origine des fonds	31/12/2021		31/12/2020	
	En K€	En %	En K€	En %
<i>1 – Ressources provenant des entreprises et administrations pour leurs salariés et des particuliers</i>				
Entreprises				
Etat – Collectivités locales – Etab. Publics				
Entreprises	214	15,0%	78	6,1%
Particuliers				
<i>2 – Ressources provenant des pouvoirs publics</i>				
Instances Européennes (FSE)				
Etat	0	0,0%	3	0,2%
Régions	288	20,2%	136	10,6%
Autres collectivités territoriales				
<i>3 - Autres</i>				
Autres organismes de formation	641	45,0%	907	70,6%
Autres ressources	282	19,8%	160	12,5%
Total des Ressources FC	1 425	100%	1 284	100%

Transferts de charges

Transferts de charges	31/12/2021	31/12/2020
Premier cycle (lycées partenaires)	564	643
Enseignement sur autres sites du Groupe ICAM	0	0
Missions pour le groupe	89	108
Services mutualisés entre structures ICAM	52	79
Allocation chômage partiel	0	43
Autres transferts de charges	29	20
TOTAL	734	893

Résultat exceptionnel

Résultat exceptionnel	31/12/2021
Quote-part de subv.d'investissement virées au compte de résultat	234
Charges exceptionnelles modification bail	-10
Produit de cession des éléments d'actif	99
Valeur comptable des éléments d'actif cédés	-99
Autres produits exceptionnels	73
Autres charges exceptionnelles	-59
Reprise exceptionnelle sur provision	0
Dotations exceptionnelles sur provision	0
TOTAL	237

4 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant

5 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

5.1 Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants

Les trois principaux cadres dirigeants de l'association sont le président, le trésorier et le directeur. Le président et le trésorier ont une activité de bénévoles au sein de l'association. Communiquer une rémunération amènerait à la diffusion d'une rémunération individuelle du directeur.

5.2 Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes pour la mission d'arrêté des comptes 2021 ont été provisionnés en intégralité au 31 décembre 2021.

5.3 Effectif moyen

Effectif moyen année civile 2021 (ETP) : 144 salariés

- Permanents Cadres et non cadres : 135 personnes
- CDD d'usage et de remplacement : 9 personnes

Effectif moyen année civile 2020 (ETP) : 137 salariés

- *Permanents Cadres et non cadres : 130 personnes*
- *CDD d'usage et de remplacement : 7 personnes*

5.4 Impôt sur les sociétés

Impôts sur les sociétés à taux réduit : 0 K€

Crédit d'impôt Recherche : -296 K€

5.5 Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature (de travail, de biens ou de services) ne sont pas significatives et ne sont pas considérées comme des éléments essentiels à la compréhension de l'activité. Elles ne sont donc pas comptabilisées en bas du compte de résultat.

5.6 Transactions significatives avec les parties liées

Les transactions réalisées avec les parties liées sur 2021 sont les suivantes :

Transactions avec les parties liées	Produits	Charges
Groupe Icam	90 (a)	1 905 (c)
Icam Grand Paris Sud	0	-
Icam Lille	1	-
Icam Toulouse	1	20 (d)
Les Amis de l'Icam	50 (b)	10 (e)
TOTAL	141	1 935

- (a) Les produits réalisés avec le Groupe Icam correspondent à des mises à disposition de personnel et à des refacturations diverses.
- (b) Les produits réalisés avec les Amis de l'Icam correspondent à des mises à disposition de personnel et des refacturations diverses.
- (c) Les charges facturées par le Groupe Icam concernent les frais de groupe, les frais de mutualisation (enseignement supérieur, entreprises, international, gestion, RH, communication, financements, informatique, assurances et formation professionnelle) et à des refacturations diverses.
- (d) Les charges facturées par le site Icam Toulouse concernent de la mise à disposition de personnel pour un projet de recherche.
- (e) Les charges facturées par les Amis de l'Icam concernent de la mise à disposition de personnel, des refacturations de nuitées et des refacturations diverses.